



**PERMANENT MISSION OF THE REPUBLIC OF CUBA TO THE UNITED NATIONS**  
315 Lexington Avenue ♦ New York ♦ N.Y. 10016 ♦ (212) 689-7215 ♦ FAX (212) 689-9873

**ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE M. FELIPE PEREZ ROQUE, MINISTRE DES  
RELATIONS EXTERIEURES DE LA REPUBLIQUE DE CUBA LORS DE LA 59  
SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'ONU. NEW YORK, LE  
24 SEPTEMBRE 2004.**

Monsieur le Président,

Nous accomplissons chaque année le même rituel. Nous participons au débat général tout en sachant d'avance que le cri de nos pays sous-développés réclamant la justice et la paix tombera de nouveau dans des oreilles de sourds. Or, nous persistons. Car nous savons que nous avons raison. Nous savons que nous conquerrons un jour la justice sociale et le développement. Nous savons aussi qu'on ne nous en fera pas cadeau. Nous savons qu'en tant que peuples, nous devons les arracher à ceux qui nous refusent aujourd'hui la justice, parce qu'ils fondent justement leur opulence et leur arrogance sur le mépris qu'ils affichent de notre douleur. Mais il n'en sera pas toujours ainsi. Nous le disons, plus convaincus que jamais.

Ceci dit, tout en sachant pertinemment qu'elles incommoderont les quelques puissants ici présents mais que beaucoup les feront leurs, Cuba dira maintenant quelques vérités.

Première vérité : L'Organisation des Nations Unies, conçue comme une tribune utile et diverse, fondée sur le respect de tous et assortie aussi de garanties pour les petits Etats, n'existe plus depuis l'agression à l'Irak.

Elle vit le pire moment de ses presque soixante ans. Elle languit. Elle s'essouffle, elle feint, mais elle ne fonctionne pas.

Qui a ligoté les Nations Unies, baptisées ainsi par le président Roosevelt ? Le président Bush.

Deuxième vérité : Les troupes nord-américaines devront se retirer d'Irak.

Maintenant qu'une camarilla de copains et d'associés a sacrifié en vain la vie de plus de mille jeunes Nord-Américains au profit de ses sordides intérêts et qu'elle a tué plus de douze mille Irakiens, il saute aux yeux que la seule issue pour l'occupant, face à un peuple insurgé, est de reconnaître qu'il est impossible de le dominer et de se retirer. L'empire a beau avoir le monopole de l'information, les peuples finissent toujours par savoir la vérité. Les responsables et leurs complices devront répondre un jour de leurs actes devant l'Histoire et devant leurs peuples.

Troisième vérité : Aucune réforme valide, réelle et utile des Nations Unies n'est possible pour le moment.

Il faudrait pour cela que la superpuissance, qui a hérité l'immense prérogative de tirer profit pour elle seule d'un ordre conçu pour un monde bipolaire, renonce à ses privilèges. Elle ne le fera pas.

Nous savons d'ores et déjà que l'apanage anachronique du veto se maintiendra, que le Conseil de sécurité ne pourra pas être démocratisé comme de besoin ni élargi par l'entrée de pays du tiers monde, que l'Assemblée générale continuera d'être ignorée et que les Nations Unies continueront de fonctionner au gré des intérêts qu'imposent la superpuissance et ses alliés. Nous devons, nous pays alignés, nous retrancher dans la défense de la Charte des Nations Unies, parce que, sinon, on finira par la réécrire et en biffer le moindre vestige de principes tels que l'égalité souveraine des nations, la non-ingérence et le non-recours à la force ou à la menace de la force.

Quatrième vérité : Les puissants complotent pour nous diviser.

Nous, les plus de cent trente pays sous-développés, nous devons édifier un front commun pour défendre les intérêts sacrés de nos peuples, notre droit au développement et à la paix. Revitalisons le Mouvement des pays non alignés. Fortifions le Groupe des 77.

Cinquième vérité : Les modestes objectifs de la Déclaration du Millénaire ne seront pas atteints. Nous fêterons le cinquième anniversaire du Sommet dans une situation pire.

- Nous nous étions proposés de réduire de moitié, d'ici 2015, la quantité d'indigents existant dans le monde en 1990, qui se montaient alors à 1 276 000 000, ce qui impliquait une réduction de plus de 46 millions par an. Or, exception faite de la Chine, 28 millions de personnes de plus sont tombées dans l'indigence de 1990 à 2000. Loin de diminuer, la pauvreté monte.

Nous avons voulu réduire de moitié, d'ici 2005, la quantité d'affamés existant dans le monde en 1990, qui se chiffraient alors à 842 millions, ce qui impliquait une réduction de 28 millions par an. Or, cette réduction n'a été que 2,1 millions. À ce rythme, l'humanité n'atteindra cet objectif qu'en 2215, soit deux cents ans après la date prévue, à supposer, bien entendu, que notre espèce survive à la destruction de son environnement.

Nous avons proclamé notre aspiration de généraliser en 2015 l'enseignement primaire. Or, plus de 120 millions d'enfants en âge scolaire, soit 1 sur 5, ne vont pas à l'école primaire. Selon l'Unicef, cet objectif ne sera atteint qu'après 2100 à ce rythme-là.

Nous nous étions proposés de réduire des deux tiers la mortalité infantile chez les moins de cinq ans. Or, la réduction reste symbolique à ce jour : de 86 décès pour mille naissances vivantes en 1998, nous sommes passés à 82. Onze millions d'enfants continuent de mourir tous les ans de maladies qu'on peut

prévenir ou guérir, leurs parents se demandant à juste titre à quoi servent nos réunions...

Nous avons dit que nous prêterions attention aux besoins spéciaux de l'Afrique. Or, on a fait bien peu. Les peuples africains n'ont pas besoin de conseils ni de modèles étrangers : ils ont besoin de ressources financières, d'accès aux marchés et aux techniques. Aider l'Afrique n'est pas faire la charité. C'est faire justice, c'est payer la dette historique que constituent des siècles d'exploitation et de mise à sac.

Nous nous étions engagés à freiner et à commencer d'inverser d'ici 2015 les tendances de l'épidémie du sida. Or, celle-ci a causé presque trois millions de décès en 2003. À ce rythme, elle aura tué 36 millions de personnes d'ici 2015.

Sixième vérité : Les pays créanciers et les organismes financiers internationaux ne chercheront pas de solutions justes et durables à la dette extérieure. Us nous préfèrent débiteurs, autrement dit vulnérables. Aussi, bien que nous ayons déjà déboursé 4,1 billions de dollars au titre du service de la dette ces treize dernières années, notre dette est-elle passée de 1,4 billion de dollars à 2,6 billions. Bref, nous avons payé le triple de ce que nous devions et notre dette est pourtant le double.

Septième vérité : C'est nous, les pays sous-développés, qui finançons le gaspillage et l'opulence des pays développés. Alors qu'ils nous ont donné en 2003, au titre de l'Aide publique au développement, 68,4 milliards de dollars, nous leur en avons payé, nous, au titre de la dette, 436 milliards. Qui aide qui ?

Huitième vérité : La lutte contre le terrorisme ne peut se remporter que par la coopération entre toutes les nations et dans le respect du droit international, non par des bombardements massifs ou par des guerres préventives contre « les trous perdus » du monde. L'hypocrisie et le « deux poids deux mesures » doivent cesser. Donner asile aux Etats-Unis à trois terroristes cubains c'est de la complicité avec le terrorisme. Incarcérer cinq jeunes Cubains pour avoir lutté contre le terrorisme, punir leurs familles, c'est un crime.

Neuvième vérité : Le désarmement général et complet, dont le désarmement nucléaire, est aujourd'hui impossible. La faute en incombe à un petit groupe de pays développés qui sont les plus gros vendeurs et acheteurs d'armements. Il n'empêche que nous devons continuer de lutter dans ce but. Nous devons exiger que les plus des 900 milliards de dollars alloués chaque année aux dépenses militaires soient consacrés au développement.

Dixième vérité : Ce ne sont pas les ressources financières nécessaires au développement durable de tous les peuples qui manquent, mais la volonté politique des maîtres du monde.

Une taxe d'à peine 0,1 p. 100 sur les transactions financières internationales engendrerait presque 400 milliards de dollars par an à consacrer au développement.

L'annulation de leur dette extérieure permettrait aux pays sous-développés de disposer d'au moins 436 milliards de dollars par an qu'ils pourraient dès lors consacrer à leur développement, et non au service de la dette.

Si les pays développés tenaient leur engagement de consacrer 0,7 p. 100 de leur Produit national brut à l'Aide publique au développement, leur contribution à ce titre passerait de 68,4 milliards de dollars à 160 milliards par an.

Je tiens enfin, Excellences, à exprimer clairement la conviction profonde de Cuba : les 6,4 milliards d'habitants de la planète qui, selon la Charte des Nations Unies, sont égaux en droit, ont besoin impérativement d'un nouvel ordre au sein duquel ils ne seront pas tenus en haleine, comme aujourd'hui, par les résultats des élections dans la nouvelle Rome, des élections auxquelles ne participeront que la moitié des électeurs et qui auront englouti environ 1,2 milliard de dollars.

Qu'on ne voie pas là du découragement de notre part, tant s'en faut. Nous sommes optimistes parce que révolutionnaires. Nous avons foi dans la lutte des peuples, et nous sommes sûrs de conquérir un nouvel ordre mondial fondé sur le respect du droit de tous, un ordre basé sur la solidarité, la justice et la paix, issu du meilleur de la culture universelle et non de la médiocrité et de la force brutale.

De Cuba, que ni les blocus ni les menaces ni les ouragans ni les sécheresses ni aucune force humaine ou naturelle ne peuvent écarter de sa route, je ne dirai rien.

Cette Assemblée générale discutera et votera le 28 octobre prochain, pour la treizième fois, une résolution relative au blocus appliqué au peuple cubain. Une nouvelle fois, la morale et les principes vaincront l'arrogance et la force.

Je conclus en rappelant ce que le président Fidel Castro avait affirmé ici même voilà vingt-cinq ans :

*Le bruit des armes, du langage menaçant, de l'arrogance dans l'arène internationale doit cesser. C'en est assez de croire que les problèmes du monde peuvent se régler à coups d'armes nucléaires ! Les bombes pourront tuer les affamés, les malades, les illettrés, mais elles ne pourront tuer la faim, les maladies, l'ignorance. Elles ne peuvent pas non plus tuer la juste rébellion des peuples...*

Je vous remercie.